



LES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRÉNÉES

22, place du Salin 31000 TOULOUSE

Tél-rép-fax : 05 61 34 88 15 (adresse et numéro de téléphone valables jusqu'à fin août)

Courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

sites : www.amisdelaterre.org et <http://amisdelaterremp.free.fr/>

LA FEUILLE VERTE

Juin-Juillet-Août 2013

n° 235

Assemblée générale des Amis de la Terre Midi-Pyrénées du 13 avril 2013 au CASC à Toulouse

Rapport moral des co-président-e-s sortant-e-s (Laure Teulières, Rose Frayssinet et Rémi Schultz)

Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées (ATMP) ont maintenu l'année passée une **activité soutenue** de défense de l'environnement pris dans la perspective large de l'écologie. Ce sont encore une fois **certains enjeux lourds de notre insoutenable développement productiviste** qui ont mobilisé : l'énergie (**pour l'abandon du nucléaire et contre tout recours aux gaz de schiste**) ; les risques industriels et technologiques (coordination nationale des riverains des sites SEVESO, etc.) ; la surconsommation ; les « **grands projets inutiles** » – preuve que la crise et la rigueur n'entravent pas la tendance à la fuite en avant – que ce soit contre un projet d'envergure nationale (Notre-Dame-des-Landes), la LGV Bordeaux-Toulouse dont nous avons dénoncé depuis le début l'aberration, ou ces projets de « zones d'activités » adossées à d'in vraisemblables aménagements routiers et d'affriolantes opérations spéculatives (« Portes de Gascogne », « Portes du Tarn »). Un suivi a pu être relancé au sujet des **transports dans l'agglomération** (PDU, tracé du BHNS), ce qui était un point fort de notre action depuis la mise en place du premier plan alternatif (PDU associatif) mais que nous avons un peu délaissé ces dernières années. L'**initiative de Transition**, qui a pris naissance au sein des ATMP, se pérennise désormais dans une structure propre. Quant à notre **délégation en Aveyron**, elle porte aussi des actions spécifiques dans ce département.

Au total, si l'engagement a été fort sur ces questions, on doit constater que **nous avons bien peu agi sur d'autres thèmes très importants**, faute d'adhérents disponibles pour les porter, par exemple : l'eau (alors que les alertes se confirment sur la situation du bassin Adour-Garonne à l'avenir, sur la pollution chimique de toutes les eaux de boisson...), la pollution de l'air (alors que le chiffre de 40 000 morts anticipées par an en France dû à ce facteur font les titres de la presse et que les résultats sont très mauvais dans les agglomérations de Midi-Pyrénées), la biodiversité ou la nature quel que soit l'angle retenu, l'urbanisme (alors que Toulouse a réformé son PLU sans que nous fassions la moindre contribution, la lutte contre le réchauffement climatique (le collectif UCJS est en sommeil et nous n'en sommes pas moteurs), le relai des campagnes des ATF (action sur la financiarisation de la nature et la défense des biens communs),

le projet d'Eco-centre en Midi-Pyrénées (nous avons quand même participé à la réunion d'installation et envoyé notre contribution sur les éco-matériaux)... Ce rappel pour signifier encore une fois **l'énorme besoin de voir plus d'adhérents s'impliquer** concrètement : parce que les Amis de la Terre sont une association généraliste, à large vue écologique et forte ambition d'agir dans toutes ses dimensions pour l'intérêt commun.

Soirée-débat

**Pour une autre transition énergétique
ce que vous n'entendrez pas dans le
débat officiel**

Mercredi 12 juin - 20h30

salle du Sénéchal

17 rue de Rémusat - Toulouse

organisé par les Amis de la Terre Midi-Pyrénées et
UCJS 31 / entrée libre

En terme de modes d'intervention, les ATMP ont continué à conjuguer **information du grand public** (par l'organisation de réunions, conférences et projections publiques), **suivi de dossiers ou d'instances institutionnelles** (CLIS, PPRT, etc.) et **mobilisations militantes**. Au total, entre mars 2012 et avril 2013, nous avons tenu **6 réunions plénières à Toulouse, 8 réunions publiques thématiques, et contribué à plus de 10 manifestations** (antinucléaires à Golfech, Valence, Malvesy, Paris ; anti-LGV, etc.) ; l'action de rue contre l'obsolescence programmée (8 décembre 2012) a notamment été un succès. Si la publication de notre **Feuille Verte** s'est poursuivie avec la même régularité et la même qualité, la tenue de notre **stand d'information** sur les foires bio ou autres rencontres de ce type a par contre été peu mise en oeuvre faute de bénévoles disponibles. A noter également que nous avons déclenché **2 actions en justice** (contre EDF à Golfech et contre l'Etat qui autorise l'extension d'une porcherie industrielle en Aveyron), toujours en cours.

Si les ATMP continuent d'occuper une place reconnue dans le monde associatif toulousain, nos manières de nous

engager sont toujours à interroger. Ce fut par exemple le cas lors de la plénière-atelier du 27 novembre 2012 sur le thème « Participer ou pas (ou comment) aux instances de concertations et commissions publiques ? ». Par ailleurs, dans l'idée de redynamiser l'implication militante, nous venons de décider de faire l'année prochaine notre réunion mensuelle ouverte à tous dans une salle municipale plus accessible et plus centrale. Quant à l'AG du 13 avril 2013, elle a laissé une grande place à la réflexion à travers des ateliers-débats construits par les participants afin d'engager avec tous les adhérents qui le souhaitent les perspectives à venir...

Bilan financier

par Elsa Boudy, trésorière

Il ressort que notre **solde** est **positif** de 7 989,51 €.

Cela est dû à :

1) un bilan global positif de tous les événements que nous avons organisés et financés (chaîne humaine du 11/03/2012 : + 157,67 € ; spectacle Nicolas Lambert des 22 et 23/05/2012 : + 842,87 € ; manifestation anti-nucléaire à Malvesy du 13/10/2012 : + 65,00 € ; conférence-Débat de Jean-Marie Müller du 26 octobre 2012 :- 138,93 €. Ces bénéficiaires sont affectés au financement d'événements à venir (représentations de "l'Impossible Procès", spectacle de N. Lambert, manifestations anti-nucléaire, Notre-Dame-des-Landes, etc.)

2) le remboursement de la moitié du coût de notre radiamètre DG5-R, parti en urgence au Japon après la catastrophe de Fukushima (la seconde partie étant toujours due).

Les **adhésions** sont revenues au niveau de 2010 (9 437 € en 2009, 8 177 € en 2010 et 9 429 € en 2011, 8284 € en 2012). Une quote-part de 714 € a été versée en janvier 2013 aux Amis de la Terre France pour l'année 2012 (12 € par adhérents, comme d'habitude).

Nouveau Conseil d'Administration

Voici la liste des administrateurs élus à l'Assemblée Générale, avec leurs fonctions au bureau telles que décidées lors de notre dernier Conseil d'Administration du 7 mai 2013 :

Président : SAJAS Sébastien

Trésorière : BOUDY Elsa

Secrétaire : ROY Pauline

Secrétaire-adjointe : ALEM-RAQUIN Ghalia

Autres administrateurs : ANTONA Philippe, DARAN Michel, GONZALES Joseph, ROUSSEE Daniel, SCHULTZ Rémi, TEULIERES Laure, THIBERT Quitterie, TREILHOU François

Bilan du groupe Aveyron

par Michel Raynal

Les **AT 12** ont participé aux travaux de différentes instances :

- Association « action environnement », « Comité Causse Comtal », « Natura 2000 haute vallée du Lot », « Fédération des Grands Causses », représenté par M Raynal (AT), à ce titre nous avons suivi les différentes campagnes inter-associatives comme Fukushima, ND des Landes et gaz de schistes.
- CODERST et Commission des Sites formation « carrières »

en tant que représentant des associations de défense de l'environnement, représentées par M Raynal (AT).

Les AT 12 ont suivi deux importantes affaires d'élevages industriels de porcs :

- l'une à Balaguier- Sur Rance dans le sud-Aveyron

- l'autre à Foissac (Causse de Villeneuve, Ouest Aveyron)

Un temps important a été passé en contacts avec les associations locales en préparation des dossiers, passage en comité départemental (CODERST), **recours administratif** devant la préfecture et devant le **Tribunal Administratif** (pour Balaguier conjointement avec les associations locales et les AT Midi- Pyrénées.)

Ces élevages industriels ont en commun de menacer les eaux superficielles et souterraines (en ne mentionnant que cette nuisance) sans créer d'emplois et entravant d'autres activités, pour une production de qualité médiocre, au détriment du bien-être animal.

Ces actions sont destinées à nous positionner clairement pour des interventions futures dans la lutte pour la qualité des eaux et la mise en application de la Directive Cadre Européenne pour une meilleure qualité en 2015. Un certain nombre d'intervenants ne vont pas dans ce sens et il faudra certainement critiquer vigoureusement les positions de certaines organisations agricoles qui par exemple menaient campagne contre le classement de certaines communes en zones vulnérables nitrates.

Les AT 12 ont participé à la protection et mise en valeur du patrimoine naturel, avec notamment :

- le débroussaillage et la remise en circulation de chemins ruraux hors service pour favoriser les circulations non motorisées;

- des interventions contre les engins de type quads et motos sur les sentiers;

- l'organisation de sorties (2) avec la fédération des sentiers de randonnée pour faire connaître les itinéraires anciens et les concentrations de dolmens (l'Aveyron étant le département où ces derniers sont les plus nombreux).

Commission « Déchets-ressources »

par Dominique Gilbon

La commission « Déchets-Ressources » des Amis de la Terre est encore en sommeil...mais ne demande qu'à redémarrer. Des réunions et interventions ont toutefois été menées :

- **Participation à la CLIS¹ de Bessières...**où j'ai déclaré que notre présence, au vu de l'intérêt associatif plus que médiocre, allait se faire de plus en plus discrète...ce qui est déjà le cas pour la CLIS de Pihourc, et cela d'autant plus que nous avons été écartés par la Préfecture des CLIS du Mirail et de Ginestous alors que sur ces dossiers nous étions présents depuis bien longtemps...

- **Animation d'une soirée à Saint Lys** à la demande d'une association locale, sur l'obsolescence programmée avec projection du documentaire «Prêt à jeter»

- Participation active aux réunions de **révision du Plan départemental de gestion des Ordures Ménagères.**

- Participation aux réunions du Syndicat Mixte pour l'environnement du Conseil Général où étaient présentées les grandes orientations du plan et à celle où était abordé le problème de l'obsolescence des objets. Nous avons aussi visité le site de Belesta de compostage de déchets organiques

¹Commission locale d'information et de suivi

- Participation aux réunions de l'**ORDIMIP**² sur les déchets organiques, les déchets du bâtiment, les différentes filières de recyclage des déchets ainsi qu'à la dernière assemblée générale où l'on fêtait les 20 ans de l'observatoire.

- Participation à une réunion de la Commission Consultative des Service Public Locaux (**CCSPL**). C'est dans ces instances qu'il faudrait s'investir car elles ont des bases plus démocratiques et sont en prise directe avec les populations et les élus de proximité.

Jean Pierre Hegoburu, qui est un des pilotes du CODEV (Conseil de développement de l'agglomération toulousaine) nous a contacté pour que les Amis de la Terre participent de manière plus active à cet organe de consultation. Comme pour les CCSPL, ce sont des structures où l'on n'est pas écrasé par la technocratie préfectorale et où la démocratie locale et participative pourrait encore s'exprimer. Malheureusement les industriels et la CCI prennent toute la place et n'ont pas vraiment soutenu nos propositions alternatives.

Commission « Obsolescence programmée »

par Hervé Pichon

La dénonciation de ce gaspillage massif, voulu, organisé est une préoccupation durable des Amis de la Terre-France. Camille Lecomte, chargée de la campagne « modes de production et de consommation responsables », au plan national est venue nous sensibiliser à la question, lors de la soirée de plénière du **26/06/12, avec la projection du film « Prêt à jeter »**. Le **12/09/12**, à l'occasion de la sortie de l'iPod 5 d'Apple, elle rappelait que cette entreprise était aussi la championne incontestable de l'obsolescence accélérée de ses créations grâce à d'ingénieuses trouvailles comme les batteries soudées interchangeable, la connectique, les chargeurs des anciens modèles inadaptables aux nouveaux appareils : jetez tout et rachetez !

Nous avons décidé de participer activement à cette campagne par une « **vraie action de rue** ». Un groupe de travail s'est créé ; plusieurs séances de préparation ont abouti à la rédaction de plusieurs textes, d'affiches et de tracts expliquant les causes et les conséquences de l'obsolescence programmée et exposant les propositions écologistes (garanties longues, pièces détachées disponibles 10 ans, réparation, recyclage complet, *écoconception* des produits, échanges produits anciens-produits neufs avec primes).

Samedi 8 Décembre nous avons animé les allées Roosevelt, entre le métro et la FNAC avec nos grands panneaux d'affiches, la table de documentation, les distributions de tracts accompagnées parfois de longues discussions avec des passants ouverts.

Cette action de rue a eu une bonne couverture médiatique (radio, télé, journaux). Suite à nos interventions médiatiques, nous avons été sollicités par la FEDELEC³ (fédération des artisans électriciens et électroniciens). Notre rencontre avec ces réparateurs indépendants nous a permis de mieux connaître leur travail, à savoir que tous types d'appareils sont réparables et qu'il leur est souvent possible de réparer sans disposer de la

²Observatoire régional des déchets industriels de Midi-Pyrénées

³Www.fedelec.fr

pièces détachée, en remplaçant simplement le composant défectueux.

Gaz de schiste

par Rose Frayssinet

Notre implication dans ce combat, débuté en janvier 2011, s'est poursuivie en 2012 et 2013. Si la très grande mobilisation citoyenne dans toute la France avait permis l'arrêt de l'instruction des demandes et l'inscription dans la loi de l'interdiction de la fracturation hydraulique, nous savons que d'autres demandes de permis exclusifs de recherche d'hydrocarbures sont en cours d'instruction depuis mars 2012. Nous sommes toujours en relation avec les **collectifs « nonaugazdeschiste »** Lot, Lot-et Garonne, Gers, Haute-Garonne que nous avons contribué à former, pour partager la veille documentaire ou l'actualité sur le sujet, organiser et participer à des manifestations : le 31 mars 2012 à Toulouse et le 22 septembre 2012 à Beaumont-de-Lomagne.

Cette **mobilisation**, en particulier auprès des élus locaux, a conduit l'Etat à **rejeter les demandes des Permis de Cahors et de Beaumont-de-Lomagne**. Malheureusement d'autres demandes sont à nouveau en instruction pour les permis de Mirande (sur 3642 km²), et d'Eauze (sur 3172 km²). Même si ces demandes excluent pour l'instant la fracturation hydraulique, des recherches pétrolières sur de telles surfaces de nos territoires sont inadmissibles.

Nous continuons de solliciter des informations auprès de la Dréal (*Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement*) et de mobiliser le Conseil Général et le Conseil Régional, pour qu'ils soutiennent nos actions, ce qui est le cas jusqu'à aujourd'hui.

Notre vigilance depuis 2011 ne s'est pas relâchée car nous savons que les compagnies pétrolières reviendront à la charge, mais nous ne laisserons pas détruire nos territoires. **Pour la sortie du film « Promises Land » nous avons été sollicités pour animer des débats** (26 mars à Auzielle et Colomiers), ce qui nous permet d'apporter des informations précises sur les techniques d'extraction et leurs conséquences (en termes de risques et d'émissions de gaz à effet de serre), sur les études en cours aux Etats-Unis et en Europe, sur le Code Minier, sur les permis en France, et sur les mobilisations en France mais aussi dans le monde.

Lutte antinucléaire

par Daniel Roussée

Cette année a encore été riche de rencontres et d'actions dans toute la région qui nous ont permis d'être au plus près de l'actualité avec notamment :

- **des projections-débat autour des films ou documentaires suivants** :

- « **Fukushima, Plus on apprend, plus on ne sait rien** » avec les récits d'Alain de Halleux (à Toulouse)

- « **INTO ETERNITY** », à l'initiative du Front de Gauche (au cinéma l'Utopia à Toulouse)

- « **Récits de Fukushima** » de Alain de Halleux, pour l'association Française des malades de la thyroïde (à Bourret, Tarn et Garonne)

- « **la Terre Outragée** » (à l'Isle Jourdain, au cinéma Rex à Blagnac, au cinéma de Grenade, au cinéma Montauban et au

cinéma citoyen d'Auterive)

- " **Tous Cobayes**" (à St Gaudens, au cinéma "Le Régent", ainsi qu'à Saverdun)

- « **le procès du Nucléaire** », film réalisé à partir de la pièce de théâtre jouée à l'occasion des journées d'études du Réseau Sortir du Nucléaire à Toulouse

- « **Blessures atomiques** » (à Tarbes, avec Yves LENOIR, scientifique et président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus)

- « **FUKUSHIMA : un silence coupable** » (à Toulouse)

- petits films de Alain de Halleux sur Fukushima (à Grenade)

- des débats et conférences-débat:

- « Nucléaire et leucémies » par Marc SAINT-AROMAN à la foire bio Biocybèle à Gaillac

- « Pour une France sans armes nucléaires » par **Jean-Marie MULLER** (avec le NPA et les Amis du Monde diplomatique)

- « Mali : Pourquoi cette guerre ? » au café Ecolo "Au FIL de l'O" (Reynerie, à Toulouse)

- une émission de radio: sur « Radio Coteaux » (St Blancard Gers) Émission de 2 h 05 de direct sur le nucléaire avec 5 personnes locales : à écouter ici :

http://www.vivreencommunes.org/radio/emissions/VEC45_5fev2013_sortirdunucleaire_128.mp3

- une représentation théâtrale: « Avenir Radieux, une fission française », pièce de **Nicolas Lambert** (organisé en partenariat avec Survie, Greenpeace et Attac, à La Chapelle à Toulouse)

- des manifestations:

- chaîne humaine de 650 personnes devant Golfech le 29 avril (pour l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl)

- manifestation anti-nucléaire nationale du 13 octobre

- participation à la chaîne humaine du 9 mars 2013 à Paris (pour l'anniversaire de la catastrophe de Fukushima)

- opération "Pub Anti- Nuk" à Toulouse pour le procès du 1/10

- une interpellation directe des pouvoirs publics et des travailleurs du nucléaire:

- distribution de tracts aux travailleurs de Golfech le 7 septembre

- rencontre avec M. Calafat (maire de Golfech) à l'initiative de *Stop Golfech* le 21 mai

- des actions en justice:

- **1er octobre** : procès contre EDF Golfech en appel avec la présence de Marie Frachisse et Benoist Busson du Réseau Sortir du Nucléaire

- **3 décembre** : Première en France ! La Cour d'appel de Toulouse a condamné EDF à 4 000 euros d'amende et à 4 500 euros de dommages et intérêts dans l'affaire du déversement radioactif qui avait eu lieu en janvier 2010, à la centrale de Golfech.

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/centrale-de-golfech-edf-s-a-hors> - Edf s'est pourvu en cassation...

Ajoutons la participation aux réunions du CANT (Comité Antinucléaire Toulousain), aux coordinations régionales contre Golfech, etc... Daniel Roussée et Marc Saint-Aroman ont été élus respectivement suppléant et administrateur au Réseau Sortir du nucléaire lors de l'AG 2013 à Reims.

Risques industriels/pollution des sols

par Rose Frayssinet

Groupes de travail où nous sommes nommés par le préfet

Les **CLIC** (Comité locaux d'information et de Concertation) pour le site SEVESO ont changé d'appellation et d'attribution en devenant des **CSS (Commissions de Suivi de Site)**. Ils aborderont les risques chroniques, mais si « concertation » a disparu du sigle, nous veillerons à ce qu'elle ne disparaisse pas des réunions

- La **CSS** du site SEVESO seuil haut de la société SME Safran (ex SNPE) devenu **Safran Hérakles** s'est réuni 2 fois le 9 juillet et le 14 novembre 2012 pour élaborer le PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques). Le dossier arrive enfin en consultation, une réunion publique est prévue au cours du premier semestre 2013. Nous avons participé, en temps qu'observateur à un exercice d'alerte inondation où nous avons pu faire des remarques sur les insuffisances de la mise en place des secours.

- La **CSS** du site de **Lacroix** à Sainte-Foy-de-Peyrolières s'est réunie le 21 février 2013 pour valider le PPRT. Nous avons pu obtenir que le PPI (Plan Particulier d'Intervention) qui organise les secours en cas d'accident majeur, soit mis à disposition de tous les membres de la CSS, ainsi que la mise à disposition du guide «renforcement des fenêtres dans les zones de surpression 20-50 mba ». La population riveraine est confrontée à la mise en sécurité de ses biens et a obtenu d'avoir un diagnostic gratuit des services de l'Etat pour les travaux de mises en sécurité.

Groupes de travail plus ouverts : ORDIMIP, SPPPI

SPPPI (Secrétariat Permanent pour les problèmes Industriels) Nous avons participé activement à la **journée technique**, très instructive, sur « **La vulnérabilité du bâti dans les périmètres à hauts risques** » couverts par les PPRT, organisée par le SPPPI le 31 janvier 2013 et qui s'est tenue à l'Ecole des Mines d'Albi.

ORDIMIP (Observatoire des Déchets Industriels de Midi-Pyrénées) :

- **Groupe Déchets de nanotechnologies** : 2 réunions, le 20 novembre 2012 et le 19 février 2013 pour faire le point sur l'actualité : divers documents et études en cours sur le territoire national. Présentation du travail de thèse en cours de Sarah Camguilhem. Présentation de Patrick Chaskiel : programme SoNANO et travaux de recherches : « nanotechnologies, nouveau thème de tensions sociales »

- **Groupe de travail sur les « Déchets organiques »**. Il s'est réuni le 2 mai 2012 et 28 septembre. Ces premières réunions permettent d'avoir le même niveau de connaissance sur le thème par des présentations : « Vulgarisation scientifique : le compostage » par Michel Kaemmerer, ENSAT. Présentation des travaux du LISBP par Sébastien Pommier (INSA) Le groupe a pu exprimer ses attentes et hiérarchiser des besoins et réflexions sur les études à mener.

ORDIMIP/SPPPI : **Aucun dossier de réhabilitation de friches industrielles** n'a été présenté au groupe en 2012

Par ailleurs nous continuons notre participation, au nom des Amis de la terre, au **Collectif « Plus Jamais ça, ni ici, ni ailleurs »** et avons participé au séminaire sur les PPRT les 23 et 24 septembre 2012 avec la Coordinations Nationale des associations riveraines de sites SEVESO afin de faire des

propositions de modifications de la Loi Bachelot qui ne protège pas vraiment les riverains.

Après avoir suivi plus de 4 mois le *procès en appel d'AZF*, nous avons assisté le 24 septembre 2012 au verdict du procès qui a attribué la **responsabilité de la catastrophe à de nombreuses fautes et négligences de Grande Paroisse et de son directeur.**

Organiser la résistance aux Grands Projets Inutiles et Imposés dans la région

(LGV, autoroutes, aéroports, centres commerciaux, barrages ...)

Réunion de travail et de coordination ouverte à tous les collectifs et partis

Samedi 8 juin - 14h

Mairie annexe du Pont des Demoiselle, 7 avenue de Saint-Exupéry, Toulouse, 3^e étage

PDU et BHNS

par Hervé Pichon

Dans une grande agglomération (800 000 habitants), très étendue comme Toulouse, le **PDU (Plan de Déplacement Urbain)** répond à de multiples enjeux.

Aussi nous nous y intéressons de près en participant au «*collectif associatif pour un PDU alternatif*» qui suit l'élaboration du plan, fait des critiques et formule des propositions.

Nous avons consacré notre **soirée de plénière du 22/05/12 à la présentation du PDU.**

Des aspects positifs : des projets significatifs de transports en commun, dont les **BHNS (Bus à Haut Niveau de Service)** : 120 places, gaz naturel, site propre, desserte jusqu'à 25 km à partir du centre, connexion avec les autres transports en commun.

Mais des insuffisances : ce PDU ne permettra pas d'améliorer la qualité de l'air, ni d'endiguer vraiment la circulation automobile, et laisse trop peu de place aux modes alternatifs. Les élus écologistes, finalement, ne l'ont pas voté.

Tel qu'il est ce PDU est cependant vivement attaqué pour les contraintes qu'il induirait pour l'usage de l'automobile : il a été censuré par les commissaires-enquêteurs lors de l'enquête publique, au motif qu'il serait inspiré par des préjugés idéologiques plus que par des besoins réels.

Depuis décembre 2012, une violente opposition s'est manifestée dans le quartier de Lardenne, à l'initiative d'un groupe de commerçants : ils ne veulent pas du BHNS accusé de *réduire le stationnement, entraver la circulation automobile, tuer le commerce, l'environnement et le quartier.*

Nous défendons le projet de BHNS-Ouest qui sera très utile à des centaines de milliers de personnes habitant de St Cyprien à Plaisance. Nous faisons **signer** depuis Février **la pétition : « pour la réalisation du BHNS-Ouest, par l'itinéraire le plus utile et le plus peuplé ».** La partie n'est ni gagnée... ni perdue.

Ligne à Grande Vitesse

par Pierrette Thirriot

Nous n'avons pas chômé depuis un an pour tenter d'ouvrir la conscience de nos élus sur le projet LGV. A de nombreux courriers adressés à M. Malvy nous avons eu des réponses style "langue de bois" : "*La LGV est nécessaire au développement de la région, la LGV mettra Paris à 3 H. de Toulouse, la LGV sera financée* » etc... En tant qu'Amis de la Terre nous avons pointé avec insistance l'empreinte néfaste sur les terres agricoles qu'allait stériliser ce projet. Silence total, M. Malvy n'a que faire de la terre nourricière. Il y a déjà tant de camions qui parcourent les autoroutes pleins de vivres venant d'Espagne, du Maroc ou de Hollande... Pourquoi s'embarasser de ce "détail". La terre pour M. Malvy ne compte pas, elle n'existe que pour être utilisée, bitumée, malmenée par les conquérants de l'inutile développement moderne. Nous avons toujours proposé *l'alternative de la rénovation des lignes existantes* qui serait favorable à la "grande vitesse" et coûterait 3 fois moins cher. Cette proposition n'intéresse pas les promoteurs.

Au delà des courriers, nous avons participé à des **réunions** sur le sujet, auxquelles nous avons été invités. **En novembre 2012**, sous l'égide de l'association du Grand Projet Sud Ouest (GPSO) codirigée par RFF et auxquelles participaient au sein de l'hôtel Palladia tout ce qui gravite de "responsables" favorables à la venue à Toulouse de ce train à grande vitesse, indispensable selon ses promoteurs. Cette réunion très pédagogique développa tous les bienfaits que ce projet préparait à l'avenir radieux de notre région. On ne savait pas encore où passerait la ligne, il y avait des problèmes de tracé, on ignorait comment le futur TGV entrerait en gare de Toulouse étant donné l'encombrement actuel et la structure du passage très étroit réservé à proximité de la gare. On envisageait d'utiliser un contournement autour de la vallée de l'Hers, on construirait une gare d'accès, bref tout cela était très flou. Le secteur gare Matabiau serait un nouveau quartier d'affaires avec des milliers de mètres carrés de bureaux, de commerces et d'appartements, avec jonction aux transports en communs pour irriguer la ville des centaines de milliers de voyageurs déversés sur ce nouveau site. La fiction allait "bon train". Les représentants des chambres de commerce d'Agen, de Bordeaux et aussi de Narbonne bâtissaient de nouvelles gares TGV, notamment à Carcassonne, Agen et Montauban. Bref, un nouveau monde se dessinait au plus grand bonheur de tous. Lorsque le représentant des "financeurs" intervint, il y eut un flottement. L'argent peinait à être trouvé, le pessimisme larvé du représentant des financeurs était palpable... Balayant tout cela, le Président Chauzy⁴ accrocha avec une élégance remarquable le "*résidu d'opposants*" qui se tenait sagement sur le pas de la porte de l'Hôtel Palladia avec leurs pancartes de refus de la LGV. Quand on aime on ne compte pas et l'intervention d'un "résidu" des Amis de la Terre favorable à la rénovation des lignes existantes n'entacha pas le bonheur de vivre de tous ces technocrates convaincus qu'ils avaient raison sur tout.

Le 1^{er} Décembre, une équipe du collectif des

⁴ Président du Conseil Economique et Social Régional, instance consultative du Conseil Régional

opposants du Lot et Garonne et du Tarn et Garonne vint au Square de Gaulle pour sensibiliser les toulousains qui ne savent rien de ce projet en dehors de ce qu'en disent le MEDEF et les élus. Ils avaient amené avec eux, outre la grande arche spectaculaire qui demande "*la rénovation des lignes existante*", d'excellents produits du terroir (foie gras, vin Claret et autres pruneaux d'Agen). Il faisait beau et les toulousains furent informés enfin ceux qui passaient par là, y compris le journaliste de Direct matin qui fit un petit article dès le lundi 3 dans son journal gratuit. Qu'il en soit remercié car tous les autres médias informés par le collectif ne se déplacèrent pas... Ce qui laisse entendre qu'ils sont tous favorables au projet... et qu'en faisant silence sur le sujet ils pensent qu'il ira "bon train"

Plus tard le **17 Décembre 2012** une réunion du Conseil régional se tint à "huis clos" pour transférer **85 millions du plan TER** prévu pour améliorer les lignes brinquebalantes de la zone TER, vers le budget LGV, sous le prétexte de « *préempter* » les zones agricoles et urbaines du passage de la ligne. En urgence **un tract pour avertir les passagers quotidiens des TER fut distribué** afin d'avertir ceux-ci sur ce qui se tramait dans le silence de la région. L'accueil de ce tract fut apprécié et plus tard il y eut de la part des passagers des protestations notamment en gare Matabiau.

Une réunion initiée fin Janvier par le journal en ligne rue 89 réunit une centaine de toulousains : là encore intervention des opposants, puis des favorables. L'intervenant principal n'était pas fanatique du projet semble-t-il mais il était ambivalent et il fut d'accord avec un projet de prolongement vers Narbonne, qui permettrait aux Toulousains pressés d'aller prendre le TGV via Narbonne pour aller à Paris. A la question étonnée de ces kilomètres imposées, de ce détour vers le Sud pour aller au Nord il fut répondu "On ne compte plus en kilomètres, mais en temps"... Et l'énergie dépensée dans tout cela : silence radio...

Il y eut encore en **février 2013 une réunion avec les cheminots CGT**, où Monsieur Marziani⁵ fut interpellé sur le transfert de fonds qu'il tenta de justifier mais qui ne convainquit personne. Ce jour là aussi M. Chauzy toujours présent, reconnu que le projet serait retardé et que le TGV n'arriverait pas avant 2023. Depuis que nous sommes sur ce dossier, le retard s'amplifie au cours des réunions.

Le Ministère des transports tiraillé entre les désirs de ses élus régionaux et les caisses vides pour les financer a encore retardé sa décision quant à la LGV Bordeaux-Toulouse qui n'est plus "prioritaire" et l'**élu PS d'Aquitaine G. Savary** a jeté une ombre glacée en déclarant lors d'un entretien "*ce projet va entrer dans une longue période de congélation*".

F. Hollande de passage à Bordeaux assura lui que la LGV c'était l'avenir. Comme le nucléaire, les gaz de schistes et autres badineries de ce style.

Pendant ce temps le **coût pharaonique continu de grimper, passant de 4 milliards d'euros à près de 9 milliards**. On tente des subterfuges en sacrifiant la ligne Toulouse/Limoges/Paris (POLT) car, avoue un courrier d'un **pont du ministère** : "*Pour rentabiliser le TGV il faut que les voyageurs prennent le TGV et pour les obliger à cela on va supprimer la majorité des trains de la ligne directe Toulouse/Paris* » Les financeurs l'exigent... ils sont sans pitié... Sympas les technocrates du Ministère... Les élus continuent d'espérer contre vents et marées que la LGV et le reste sont l'avenir de l'homme.

Je dois noter ici et **remercier les nombreux**

membres du collectif 82/47/33 qui luttent avec acharnement contre le projet. La dernière manifestation a eu lieu à Nérac le 23 mars 2013 et rassembla 3.000 personnes déterminées.

Comme l'aérodrome de NNDL, toujours soumis aux caprices des élus des Pays de la Loire, les combats doivent se poursuivre sans relâche. Il faut coûte que coûte protéger la terre des prédateurs qui la méprisent. Or sans la terre, l'humanité n'est pas grand chose. Amis de la Terre nous devons sans cesse le rappeler.

Toulouse en transition

par Joseph Gonzalez

« Toulouse en Transition » appartient au réseau des Villes en Transition. Les objectifs de ce mouvement sont de mobiliser les citoyens du territoire pour prendre conscience des enjeux combinés du pic pétrolier et du dérèglement climatique, et d'anticiper les mutations à venir par la mise en place de solutions visant à :

- réduire nos émissions de CO2 et nos consommations d'énergie fossile,
 - retrouver un bon degré de résilience par la relocalisation de l'économie, et l'intensification des liens entre habitants et acteurs économiques et politiques locaux.
- S'appuyant sur une vision optimiste de l'avenir et la philosophie de la permaculture, elle agit pour mobiliser la communauté dans son ensemble par la mise en œuvre d'actions locales et concrètes et des solutions crédibles.

Les faits remarquables :

Reconnaissance officielle de l'initiative « Toulouse en Transition » par le réseau international des villes en Transition (Transition Network).

Création du premier quartier en Transition en février 2013 : Les Chalets en Transition dans le quartier des Chalets.

Manifestations et actions publiques

Ce compte rendu ne compile que les manifestations publiques organisées par Toulouse en Transition ou auxquelles nous avons été invités par d'autres organisations. L'activité de chacun des groupes de travail est l'objet de CR internes à chaque groupe.

voir : <http://fr.wiser.org/group/ToulouseTransition>

Présentation du groupe « Toulouse en Transition » :

- dans le cadre du Festival Mondial de la Terre (à Toulouse)
- au Forum du MAN⁶ à Rodez sur le thème « Dans un monde en crise oser le changement. » (présentation plus large des villes en transition)
- au Colloque international de Strasbourg sur le thème « Villes jardinées et initiatives citoyennes », organisé par la ville.

Présentation des villes en transition :

- participation à Auch à la présentation de « Culture en Transition », à l'invitation du groupe Auch en Transition
- présentation du mouvement des villes en Transition à Grenade sur Garonne invités par « Le repaire des Amis de là bas si j'y suis »
- présentation des Villes en Transition à l'ARPE (Association Régionale Pour l'Environnement) aux rencontres JTSE (le

⁵ Conseiller régional en charge des transports publics

⁶ Mouvement pour une alternative non-violente

Jardin dans Tous Ses Etats)

Projections-débats:

- « En Transition 1.0 » dans le cadre de Fenouillet Culture, à l'invitation de la municipalité de Fenouillet.
- « En transition 2.0 » à la salle du Sénéchal à Toulouse puis au cinéma l'ABC

Organisation de conférences et d'ateliers:

- conférence sur le thème de la relocalisation de l'économie dans le cadre du festival Mondial de la Terre, avec les témoignages de Frédéric Bosqué et Stéphane Linou).
- soirée Temps T* Alimentation puis Soirée Temps T* Energie dans l'habitat, coorganisées avec les petits débrouillards et Science-Po en Transition)

Participation à divers événements militants:

- participation à l'université d'hiver de « Afterre2050 » (scénarios de transition dans le domaine agricole) à Brens (Tarn)
- découverte de l'innovation sociale « Une collaboration Étymon et Solidées » avec présentation de différentes initiatives d'innovation sociale.
- participation au FReDD (Festival Recherche et Développement Durable)– Présentation de En Transition 2.0 à l'ABC
- participation à la soirée organisée par Solidarités ville : « Une autre ville sinon rien » à la librairie Terra Nova

Les groupes de Travail

Permaculture :

Ateliers permablitz : l'ensemble du groupe participe à l'élaboration d'un projet permaculturel chez un des membres du groupe qui en a fait la demande. Actuellement 2 ateliers en cours.

Ateliers de 2h d'initiation à la permaculture et soirées de projections de films ayant trait à la permaculture.

Apport d'une vision permaculturelle sur des lieux existants (par exemple les jardins de l'association Veracruz).

Pour plus de détails :

<http://fr.wiser.org/group/ToulouseTransitionPerma>

Transition Intérieure :

Le groupe se réunit une fois par mois sur des thèmes que nous choisissons ensemble. Nous avons notamment travaillé à l'écriture d'un texte relatif aux liens possibles entre transition intérieure et transition professionnelle ; ceci pour contribuer au projet du groupe « transition professionnelle » d'élaboration d'un guide de transition professionnelle. Nous avons animé une soirée-débat à partir d'une visualisation de Toulouse en 2050 et participé à la foire Biocybèle avec la lecture d'un conte de la transition écrit par les membres de notre groupe.

Jardins alimentaires sur les toits :

Le bilan des activités de 2012 : choix des matériaux et des emplacements, construction des bacs, échanges de graines, semis, arrosage, suivi... L'objectif de 2012, à savoir s'approprier les techniques, valider les choix et avoir des retours d'expériences, a été atteint.

Au début de l'année 2013, dans le cadre d'actions visant à renforcer les composantes solidaires et sociales, plusieurs étudiants du groupe Jardin, porteurs d'un projet « KAPS »

(Koloc' A Projets Solidaires) ont le projet solidaire/social d'initier des cultures sur les toits plats de certains immeubles des quartiers Bagatelle et Faourette.

<http://fr.wiser.org/group/ToulouseTransitionJardin>

Ruchers mutualisés :

Le groupe continue ses recherches de terrains qui pour le moment n'ont pas abouties.

AlterHabitat-mt :

Le groupe « habitat » de la transition est une association citoyenne locale qui vise à favoriser la création et le développement de projets d'habitat participatif et écologique en milieu urbain, périurbain et rural. Voir les actions sur :

<http://alterhabitat-mt.org>

Transition énergétique

Le groupe se réunit tous les deux mois environ.

Les deux groupes initiaux ont fusionné en un seul, qui couvre du coup beaucoup d'aspects lors de ses réunions : les énergies renouvelables, la transition énergétique de notre territoire, l'analyse critique des nouvelles technologies énergétiques et leurs usages (voiture et vélo électrique, LGV...), les moyens nécessaires pour une relocalisation de la production d'énergie, etc... Dans ce dernier cadre, et à titre d'exemple concret, nous participons à l'émergence d'Enercoop Midi-Pyrénées, via des adhérents qui s'impliquent dans ce processus.

Transition professionnelle

Ce groupe s'est formé en cours d'année et se réunit tous les deux mois environ. L'action principale développée est la rédaction d'un « guide de la transition professionnelle » dédié au territoire toulousain, en cours d'élaboration, avec notamment l'appui du groupe « transition intérieure ».

GIRE31 : Le groupe Gire31 a organisé ou co-organisé différents événements pour faire avancer l'idée du principe du Revenu d'Existence. Nous participons activement à l'ICE sur le revenu de base (initiative citoyenne européenne) pour inviter le Parlement européen à se saisir de la question. Nous devons ainsi récupérer au niveau européen un million de signatures.

Il existe à ce sujet un site officiel afin que chacun puisse signer cette initiative. <https://ec.europa.eu/citizens-initiative/REQ-ECI-2012-000028/public/signup.do>. Plus d'informations sont disponibles sur la plateforme nationale :

<http://revenudebase.info> "

Les Chalets en Transition

Le groupe a présenté le film « Transition 2.0 » le 28 mars 2013. et organisé des réunions sur un projet pour reverdir le quartier et installer des composteurs. Il a engagé un partenariat avec le jardin partagé du Verrier.

Et la suite ?

par Sébastien Sajas

Après ce bilan riche et diversifié, que pouvons-nous faire pendant les mois qui arrivent ? Ce qu'ont toujours fait les Amis de la Terre Midi-Pyrénées depuis leur création en 1981 : résister et montrer un autre chemin ! Nous devons plus que

jamais promouvoir une autre voie qui mène à des sociétés soutenables vivant essentiellement de leurs seules ressources locales. Nous devons aussi renoncer à piller la planète et soutenir ainsi un mode de vie déraisonnable, épuisant les corps et les esprits.

Trente ans que les Amis de la Terre Midi-Pyrénées se battent contre les centrales nucléaires, les industries polluantes, les autoroutes, les LGV, les grands centres commerciaux, tous ces projets du XX^e siècle, le siècle de la croissance à tout prix. Le prix de ce « progrès » devient chaque année de plus en plus lourd : dégradation de la santé, chômage de masse, instabilité permanente, uniformisation, laideur, environnement délétère et au final une crise du sens qui est de plus en plus pesante. On voudrait nous faire continuer coûte que coûte dans cette voie, à cause d'un système qui ne peut se penser autrement que dans une fuite en avant suicidaire ? Tout cela semblerait si évident et nécessaire qu'on devrait accepter les débats publics bâclés, la désinformation quotidienne des grands médias et les nouvelles procédures de « simplification administrative » pour ne pas gripper une machine en bout de course ?

Nous refusons de nous laisser imposer cette voie sans rien dire ! Nous sommes décidés, plus que jamais, à prendre notre part dans l'organisation de la lutte et dans la construction d'une alternative à la poursuite de la croissance tous azimuts. Pour ce faire, nous vous proposons trois priorités :

- soutenir les luttes contre les **GPII (Grands Projets Inutiles et Imposés)** de notre région (LGV, autoroute Toulouse-Castres, Portes de Gascogne, Portes du Tarn, etc.) et tenter de ramener à la raison nos élus qui ne réalisent pas encore que nous avons basculé dans un monde fini, celui de la rareté énergétique et des limites physiques à notre développement. Rendez-vous le 8 juin ! (voir encadré page 5).

- réorienter le débat sur la « **transition énergétique** » réduit à des enjeux purement techniques, avec la poursuite du nucléaire et le maintien de l'hypothèse gaz de schiste ; nous organisons un contre-débat citoyen avec l'UCJS 31 le 12 juin (voir encadré page 1).

- arrêter l'hémorragie des **terres agricoles** car nous ne pouvons pas reconstruire un autre monde sans fondations solides pour notre alimentation. Nous sommes à ce titre partenaires de l'association Terres de Liens Midi-Pyrénées (voir encart) pour construire un groupe local toulousain, chargé de sensibiliser élus et population et d'agir pour l'installation des paysans qui nous nourriront demain.

Bien sûr, d'autres chantiers sont toujours ouverts dans le domaine des transports, des déchets, de l'eau ou de la protection de notre patrimoine naturel (arbres notamment). **Rejoignez-nous car les Amis de la Terre doivent être entendus !**

Pique-nique des Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Vendredi 14 juin 2013

à partir de 19h, au jardin du cloître de la fac de
Sciences sociales (derrière l'Université Toulouse 1,
métro Capitole ou Compans-Caffarelli)
Chacun amène un plat à partager, ses couverts et on
applique le principe du « 0 déchet »

Réunions mensuelles publiques des Amis de la Terre Midi Pyrénées

Tous les 4^{ème} mardi de chaque mois : à 20h15 à la Mairie annexe du Pont des Demoiselles, 3^{ème} étage
7 av St Exupéry, Toulouse (entrée parking Casino) (Suivre le fléchage : accès par escalier, ou par la rampe du parking extérieur)

– 25 juin : l'écologie profonde (avec Jean-Baptiste Billard)

– juillet-août : pas de réunions publiques

ATTENTION : à partir de septembre, changement de jour et de lieu : les plénières auront lieu le quatrième mercredi du mois à la salle Castelbou (22 rue Léonce Castelbou, Toulouse, métro Compans-Caffarelli)

Mailing liste des ATMP : Pour s'inscrire, envoyez un e-mail à «amisdelaterremp-request@ml.free.fr» avec comme sujet « subscribe » (« unsubscribe » pour se désinscrire)

LA FEUILLE VERTE DES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRENEES

Directeur de publication : Sébastien Sajas

Nouvel ISSN en cours

Mise en page, relecture, synthèse : Pauline R. et Sébastien Sajas

N°235 juin-juillet-août 2013

Imprimé par nos soins.

tél-fax-répondeur : 05 61 34 88 15 courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

COTISATION (*) : (Abonnement au journal des Amis de la Terre, *La Baleine*, inclus) **SOUHAITABLE POUR UNE PERSONNE : 40 € COUPLE : 66 €**
PETIT BUDGET : 10 € (ou davantage)

DONS (*) : (*) **Déductible des impôts à 66%**

NOM.....PRÉNOM..... DATE.....

ADRESSE.....

Tél : Courriel (**en majuscules**).....

MONTANT VERSÉ : MODE DE PAIEMENT : Chèque (à l'ordre des ATMP) Espèces Autre :

Centres d'intérêts : Agriculture, Air, Arbres-Forêt, Biodiversité naturelle et cultivée, Climat, Déchets, Décroissance, Eau, Éco-construction, Énergie, G Habitat bioclimatique, Nano-Technologies, Nucléaire, Pollution électromagnétique, Risques industriels, Santé, Transports, Urbanisme, etc